

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**C.C.A.P**

**MAÎTRE D'OUVRAGE  
SOLIHA BÂTISSEUR DE LOGEMENT D'INSERTION  
SUD OUEST (SOLIHA BLI)**

**Création de 4 logements locatifs sur la  
commune de Tonnay Charente**

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent C.C.A.P. concernent chacun des marchés relatifs à l'opération : Création de 4 logements locatifs :

**19, Rue de la Somme – 17430 TONNAY CHARENTE**

pour le compte de **SOLIHA BATISSEUR DE LOGEMENT D'INSERTION SUD OUEST (SOLIHA BLI SO)**;

### 1.2 DECOMPOSITION ET TRANCHES

Les marchés sont répartis en lots séparés.

Ces lots seront définis au préambule de l'Acte d'Engagement.

**1.2.1.** Les prestations visées à l'article 1.1. ci-avant constituent une tranche unique, répartie en une seule phase.

**1.2.2.** Lots : les travaux seront divisés en **10** lots conformément au tableau ci-après :

| LOTS      | NATURE DES TRAVAUX - OUVRAGES ET PRESTATIONS               |
|-----------|--|
| <b>1</b>  | MACONNERIE – GROS ŒUVRE                                    |
| <b>2</b>  | COUVERTURE – FENETRE DE TOIT                               |
| <b>3</b>  | MENUISERIES EXTERIEURES                                    |
| <b>4</b>  | PLANCHER – MENUISERIES INTERIEURES                         |
| <b>5</b>  | PLATRERIE ISOLATION  |
| <b>6</b>  | ELECTRICITE – VMC - CHAUFFAGE                              |
| <b>7</b>  | PLOMBERIE SANITAIRE  |
| <b>8</b>  | PEINTURES EXTERIEURES ET INTERIEURES – REVETEMENTS DE SOLS |
| <b>9</b>  | TRAITEMENTS ANTI-PARASITAIRES                              |
| <b>10</b> | CARRELAGE – FAIENCE - PLINTHES                             |

Les travaux, ouvrages et prestations rattachés à chacun des lots ci-dessus sont définis par le C.C.T.P. et, le cas échéant, par le C.C.T.G.

### 1.3 MAITRE D'OEUVRE

Le Maître de l'ouvrage a donné à SOLIHA Charente Maritime – Deux Sèvres une mission de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de son projet.

## 1.4 SOUS-TRAITANCE

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution des prestations prévues au marché dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Si l'entrepreneur veut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés, il doit impérativement se rapprocher du Maître d'ouvrage afin que le dossier d'agrément du sous-traitant pressenti et d'acceptation des conditions de paiement soit établi par un acte spécial de sous-traitance précisant les conditions de paiement du sous-traitant.

En tout état de cause, ce dossier d'agrément, dûment constitué, doit être réceptionné par le Maître d'ouvrage au minimum trois (3) semaines avant tout début d'intervention du sous-traitant pressenti.

## 1.5 ETUDES TECHNIQUES – DETAIL D'EXECUTION

Les études techniques d'exécution (béton armé, chauffage, canalisations, électricité, etc...) ainsi que l'établissement des divers dessins de détail nécessaires à l'exécution des travaux sont établis sous la responsabilité technique et financière de l'entreprise. Ces études et dessins seront soumis à l'agrément du Maître d'œuvre.

## 1.6 CONTROLE TECHNIQUE

Le Maître de l'ouvrage a confié une mission de contrôle technique pour la réalisation de son projet.

## ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par ordre de préséance des pièces

### 2.1 Acte d'Engagement

### 2.2 Le présent C.C.A.P.

### 2.3 Le C.C.T.P. ou le descriptif-quantitatif établi par le maître d'œuvre

### 2.4 Les plans établis par le maître d'œuvre

### 2.5 Le Calendrier d'Exécution (Planning).

### 2.6 Fourniture des documents

**NOTA.** – Le devis estimatif détaillé de l'entreprise, bien que nécessairement joint à l'Acte d'Engagement, ne fait pas partie des pièces du marché.

### 2.7 Pièces générales

- ✓ Le C.C.A.G. (Cahier des Clauses Administratives Générales),
- ✓ Tous les documents édités par le C.S.T.B., ainsi que tous les règlements officiels en vigueur au moment de l'exécution de travaux.
- ✓ Les DTU, REEF et normes de construction en vigueur à la date de signature des marchés,
- ✓ Les documents COPREC n° 1 et 2 d'essai de fonctionnement des équipements,
- ✓ Le règlement sanitaire départemental.

**Ces documents non joints sont réputés connus de tous les entrepreneurs.**

## ARTICLE 3 : PARTIES CONTRACTANTES DU MARCHÉ

**3.1** Les parties contractantes sont :

**SOLIHA BLI Sud-Ouest**

Dont le siège social est : 30 place Pey Berland 33 0000 Bordeaux

**Désigné "le Maître d'Ouvrage"**

D'une part,

Et,

Les entreprises désignées au présent marché par **l'entrepreneur**

D'autre part.

### **3.2 Autres partenaires**

Au titre de la Maîtrise d'œuvre :

**SOLIHA Charente Maritime Deux Sèvres – 110, Grande Rue – 17180 PERIGNY**

## ARTICLE 4 : PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

### **4.1 PRIX DU MARCHÉ**

L'ensemble des travaux sera réglé au prix global et forfaitaire, établi par l'entrepreneur, sous sa responsabilité, à partir des pièces du marché.

L'entrepreneur devra fournir, à l'appui de son offre, un détail quantitatif-estimatif, justifiant son prix global forfaitaire.

Les travaux comprendront l'intégralité des ouvrages nécessaires et devront assurer le complet et parfait achèvement, ainsi que tous les frais annexes, tels que études techniques, compte prorata, etc.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucune majoration de prix forfaitaire pour raison d'omission au plan et au C.C.T.P., étant entendu qu'il s'est rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature et qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur l'une ou l'autre des pièces du marché.

Le prix sera établi H.T., T.V.A. en sus, au taux en vigueur à la date de la proposition.

### **4.2 VARIATION DANS LES PRIX – ACTUALISATION ET REVISION**

#### **a) Actualisation**

Si un délai supérieur à 150 jours intervient entre la date de remise des offres et l'ordre général de commencer les travaux, il pourra être appliqué une mise à jour de prix, suivant les index du bâtiment.

✓ Index de référence : le mois précédent la remise des offres.

✓ Index de variation : le mois de l'ordre de service, moins trois mois (3 mois de neutralisation)

#### **b) Révision**

Il n'est pas prévu de révision de prix pendant l'exécution des travaux.

### 4.3 TRAVAUX EN PLUS OU EN MOINS

Le Maître d'œuvre se réserve le droit d'ordonner des modifications entraînant des travaux en plus ou en moins sans que cela ne mette en cause le caractère forfaitaire du marché défini par l'article 1793 du code civil.

Pour le règlement des travaux en plus ou en moins, et en cas d'impossibilité d'application ou d'assimilation des prix du devis quantitatif et estimatif joint à l'acte d'engagement, les prix seront établis sur la base de devis complémentaires établis par l'entreprise. Pour faire partie du marché, ces devis devront expressément recevoir l'accord du Maître d'Ouvrage. Tous travaux réalisés sans cet accord ne pourront prétendre à facturation.

## ARTICLE 5 : EXÉCUTION DU MARCHÉ – PRIMES - PÉNALITÉS

### 5.1 DELAI D'EXECUTION (VOIR ANNEXE 1 ET 1BIS)

Le délai d'exécution de l'opération est fixé suivant les tranches au chapitre ci-dessous et comprend le délai de préparation. Ce délai a pour point de départ la date fixée suivant le calendrier d'exécution accepté contradictoirement.

Le calendrier d'exécution indique le déroulement de l'exécution des prestations et, s'il y a lieu, les délais partiels impartis.

L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

### 5.2 MODIFICATION DU DELAI D'EXECUTION

Suivant l'article 10.3 de la norme NF P03-001

### 5.3 DEROULEMENT DE CHANTIER

Il comporte toutes les interventions de l'entrepreneur, y compris installations et repliements de chantier.

#### Pénalités de retard

- Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du retard par rapport au calendrier initial (PLANNING DES TRAVAUX)

#### Retard sur délai global

- L'entrepreneur subira une pénalité de **150 € H.T.** par jour calendaire de retard constaté et comptabilisé, mentionné au compte-rendu de chantier.

### 5.4 PRIMES

Il ne sera pas prévu de primes pour avance.

### 5.5 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer son représentant qui a pouvoir pour donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier dans le cadre des prescriptions du marché.

Sauf convocation spéciale, cette obligation s'entend pour chaque entrepreneur pendant la période commençant 15 jours avant le début des travaux sur le chantier et se terminant 15 jours après la fin de ses travaux.

L'absence aux convocations ou réunions de chantier sera passible d'une pénalité de **100 € H.T.**

Une pénalité de **150 € H.T.** par jour sera appliquée sur chaque jour de retard constaté dans la remise du D.O.E., ou dans la levée des réserves émises par le bureau de contrôle et ou la maîtrise d'œuvre, ou du D.G.D. et /ou le quitus des levées de réserves.

L'ensemble des pénalités sera pris en compte dans le Décompte Général Définitif de l'entreprise concernée par des absences ou des retards.

## **5.6 PLANS, NOTES ET DOCUMENTS**

Le maître d'œuvre peut être amené à demander des plans, notes, ou documentations diverses en cours de chantier. Tout entrepreneur qui ne transmettra pas ces pièces ou avec retard se verra frapper d'une pénalité de **35 € HT.**

## **ARTICLE 6 : REGLEMENT DES TRAVAUX**

### **6.1 SITUATIONS MENSUELLES**

Les paiements seront effectués sur acomptes mensuels, suivant situations cumulatives déposées au bureau du maître d'œuvre, en 4 exemplaires, avant le 25 de chaque mois. Ces paiements seront effectués par le maître de l'ouvrage, au plus tard à la fin du mois suivant, après vérification et acceptation par le maître d'œuvre.

Les situations déposées au bureau du maître d'œuvre après le 25 de chaque mois seront reportées au mois suivant.

### **6.2 DECOMPTE DEFINITIF**

Un décompte définitif des travaux sera établi par l'entrepreneur à l'identique des situations mensuelles, à l'achèvement complet des travaux. Il sera remis au maître d'œuvre en 4 exemplaires, au moment de la réception des travaux.

### **6.3 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution d'une certaine partie de son marché, à condition d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

### **6.4 RETENUE DE GARANTIE- CAUTION BANCAIRE**

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte mensuel et sur le décompte définitif des travaux, selon décision du maître d'ouvrage.

Cette retenue de garantie est soumise aux dispositions de la Loi 71-584 du 16 juillet 1971, modifiée par la Loi n° 72-1166 du 23 décembre 1973.

Cette retenue ou caution est libérée à l'expiration du délai de un an, avec ou sans réserve, même en l'absence de mainlevée, si le Maître de l'ouvrage n'a pas notifié par lettre recommandée son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'entreprise.

Pour son règlement l'entreprise devra fournir une facture récapitulative des retenues de garantie après ce délai.

## **6.5 APPROVISIONNEMENT**

Il pourra être consenti une avance sur valeur d'approvisionnement acquis en toute propriété par l'entrepreneur. Ces paiements seront effectués sur présentation de justificatifs et délivrance d'une attestation de propriété au profit du maître de l'ouvrage.

Ces approvisionnements seront obligatoirement en dépôt sur le chantier.

## **ARTICLE 7 : CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

### **7.1 ESSAIS ET CONTROLES EN COURS DE TRAVAUX**

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder et faire procéder à tous contrôles, analyses, prélèvements, tant de matières premières, des matériaux livrés que de ceux employés par les ouvriers.

Ces contrôles seront exécutés sous la responsabilité financière de l'entreprise.

L'entrepreneur sera tenu de refaire les parties d'ouvrage reconnues défectueuses.

A l'issue des travaux, les entrepreneurs devront tous les essais et contrôles permettant le bon fonctionnement de tous les équipements.

### **7.2 DOCUMENT A FOURNIR AVANT LA RECEPTION DES TRAVAUX**

- ✓ Plans des ouvrages exécutés.
- ✓ Fiches techniques de fonctionnement.
- ✓ Certificats de garantie.

### **7.3 RECEPTION DES OUVRAGES**

A l'issue du chantier, le Maître d'ouvrage, assisté du Maître d'œuvre, prononcera la réception du chantier.

Il en sera dressé un procès-verbal. Cette notification du procès-verbal de réception des ouvrages à l'entrepreneur ne pourra intervenir qu'après que l'entrepreneur aura entièrement exécuté et terminé les travaux sans imperfections ni malfaçons.

Le point de départ des garanties annuelles biennale et décennale, prévues par les articles 1792 et 2270 du Code Civil, est fixé à la date portée sur le procès-verbal de réception des ouvrages.

Les opérations de réception seront exécutées conformément à l'article 17 de la norme NF P03-001.

Dans le cas d'une réception avec réserve, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai prescrit par le Maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un refus de réception, l'entrepreneur doit reprendre les prestations indiquées par le Maître d'ouvrage dans les délais qu'elle a indiqués.

Au cas où ces travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, le Maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

## 7.4 DELAI DE GARANTIE ET DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est de un an pour l'ensemble des ouvrages. Conformément à la loi du 16 juillet 1971, la date de départ de la retenue de garantie sera celle portée sur le procès-verbal de réception.

Pendant la durée de garantie, l'entrepreneur sera tenu de réparer, à ses frais, tous les désordres qui pourraient se produire dans les ouvrages exécutés par lui, que ces désordres soient imputables à la qualité ou à la mise en œuvre des matériaux, aux méthodes employées pour la réalisation des travaux ou, d'une manière générale, au non respect des pièces contractuelles et des règles de l'art.

Dans le cas où de tels désordres se produiraient, l'entrepreneur serait invité par une lettre recommandée du Maître d'ouvrage, à venir procéder aux réparations nécessaires, la lettre précisant le délai accordé pour leur exécution.

Tant pour les réserves portées sur le procès-verbal de réception, que pour les désordres signalés par lettre recommandée durant la période de garantie, le Maître d'ouvrage se réserve le droit, au cas où l'entrepreneur ne se conformerait pas aux prescriptions énoncées ci-dessus, de faire exécuter les réparations par une entreprise de son choix et d'en prélever le montant sur la retenue de garantie de l'entreprise défaillante.

Cette garantie, toutefois, ne l'oblige pas aux travaux d'entretien normaux ni à la réparation des conséquences d'un abus d'usage ou des dommages par les tiers.

## ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'entrepreneur doit être assuré conformément à la norme NFP 03-001 contre les risques suivants :

- Effondrement de tout ou partie des immeubles
- Responsabilité décennale, découlant des articles 1792 à 1792-2 du Code Civil, lorsque ceux-ci s'appliquent
- Responsabilité civile vis-à-vis des tiers et du Maître d'Ouvrage
- Dégâts des eaux et incendie sur chantier

L'entrepreneur doit, à toute demande, faire preuve qu'il est assuré contre les risques ci-dessus.

L'entrepreneur est tenu de se soumettre à toutes obligations mises à sa charge par les lois et règlement en vigueur, et, notamment, par les règlements de voirie et de police.

Il doit garantir le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre contre tout recours au cas où leur responsabilité serait engagée, du fait de l'inobservation, par lui, de l'une quelconque de ces obligations.

**L'entrepreneur devra produire dans les 3 semaines suivant la date de signature de l'acte d'engagement et au moins 15 jours avant le début des travaux, une attestation nominative spécifique de chantier pour chacun des lots sur lesquels il est retenu.**

**La production seule, d'une attestation d'assurance Responsabilité Civile et Responsabilité Décennale, ne sera pas recevable dans le cadre de la passation des marchés pour chacun des lots.**

**Les caractéristiques techniques et administratives de chaque chantier nécessitent une étude particulière pour chaque entreprise retenue. Et l'adaptation de leur contrat d'assurance obligatoire Responsabilité Civile et Décennale à celles-ci, fait partie intégrante de leurs obligations administratives.**



Si cette assurance ne pouvait être produite dans les délais requis, le Maître d'Ouvrage, ou son mandataire lié à lui par contrat de louage d'ouvrage, mettra en demeure l'entrepreneur de produire ce document sous quinze jours. À l'expiration du délai de mise en demeure et en l'absence d'attestation nominative spécifique de chantier, le Maître d'Ouvrage, ou son mandataire lié à lui par contrat de louage d'ouvrage, pourra prononcer la nullité du présent acte d'engagement. Le Maître d'Ouvrage, ou son mandataire lié à lui par contrat de louage d'ouvrage, notifiera alors la nullité, par tous moyens utiles, à l'entreprise titulaire du lot. Il pourra alors confier les travaux à un autre entrepreneur et pourra faire supporter les surcoûts éventuels à l'entrepreneur défaillant.

## ARTICLE 8 : DIVERS

### 8.1 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

**8-1-1** L'entrepreneur ou le mandataire commun ou le représentant unique est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent qui a, du fait de cette délégation, pouvoir pour donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier.

**8-1-2** Sauf convocation spéciale, cette obligation s'entend pour chaque entrepreneur pendant la période commençant 15 jours avant le début des travaux sur le chantier et se terminant 15 jours après la fin de ses travaux.

### 8.2 COORDINATION

Suivant l'article 12 du Cahier des Clauses Administratives Générales de la norme NF P03-001

### 8.3 SOLIDARITE DES ENTREPRENEURS

L'entrepreneur ne devra pas travailler isolément, mais devra se préoccuper des ouvrages auxquels les travaux qu'il réalise sont liés et subordonnés. Il devra suivre l'ensemble des travaux, s'entendre sur ce qu'il y a de commun et reconnaître par avance tout ce qui intéresse son exécution. Il devra fournir les indications nécessaires, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestations, en référer immédiatement au maître d'œuvre.

L'entrepreneur sera seul responsable des conséquences pouvant résulter des dérogations à ces prescriptions.

L'entrepreneur devra prendre sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer aucune dégradation aux matériaux et ouvrages des autres entrepreneurs.

L'entrepreneur devra remettre en parfait état au Maître de l'ouvrage les travaux qu'il réalise. Il devra prévoir :

- ✓ Les percements, scellements et raccords afférents à son entreprise.
- ✓ Le nettoyage du chantier après son intervention.

### 8.4 CONSTATATION D'ERREUR OU D'OMISSION

L'entrepreneur est tenu de prendre connaissance de la totalité des pièces du dossier qui lui sera remis en vue de l'exécution de chaque chantier. De même il prendra connaissance intégralement des comptes rendus de chantier.

Avant de remettre ses offres de prix, l'entrepreneur est sensé avoir reconnu l'immeuble faisant l'objet des prestations qui lui sont demandées.

Il devra signaler les erreurs, omissions ou défauts de concordance qui auraient pu se glisser dans les dossiers de consultation et soulever tout problème annexe relevant de sa spécialité et susceptible d'intéresser les autres entrepreneurs pour la bonne terminaison des travaux.

## **8.5 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER**

Suivant le Cahier des Clauses Administratives Générales de la norme NF P03-001

## **8.6 DEPENSES D'ENTRETIEN**

Pour le nettoyage du chantier :

- ✓ Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- ✓ Chaque entrepreneur à la charge de l'évacuation de ses propres déblais.
- ✓ Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

## **8.7 DEPENSES D'INTERET COMMUN - COMPTE PRORATA**

Suivant le Cahier des Clauses Administratives Générales et ses annexes A, B et C de la norme NF P03-001.

## **8.8 RESILIATION**

Suivant le Cahier des Clauses Administratives Générales de la norme NF P03-001.

## **8.9 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX (C.C.A.G. NORME NF P03-001)**

Sauf stipulations contraires prévues au présent document, le marché sera régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux du bâtiment faisant l'objet de marchés privés (norme NF P 03-001) ou publics.

## **8.10 CONTESTATIONS - ARBITRAGE**

Si un différend survient entre l'entrepreneur et le Maître de l'ouvrage, l'entrepreneur remet un mémoire exposant les motifs tant au Maître de l'ouvrage qu'au Maître d'œuvre. Ces derniers disposent d'un mois pour notifier leur proposition.

Dans le cas où les parties veulent soumettre le différend à un arbitrage, il est décidé que les parties contractantes doivent se consulter pour choisir cet arbitre.

## **8.11 TRIBUNAL COMPETENT**

Les litiges qui n'auraient pu être réglés par arbitrage sont portés devant le tribunal du lieu d'exécution des travaux.

## **8.12 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Sauf stipulations contraires prévues au présent document, le marché sera régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux du bâtiment faisant l'objet de marchés privés (norme NF P 03-001) ou publics.

LU ET APPROUVE POUR ÊTRE ANNEXE AU MARCHE

EN DATE DU

**LE MAITRE D'OUVRAGE**

**L'ENTREPRENEUR**

# **ANNEXE 1**

## **Art. 4-1. - Délais d'exécution.**

### *4 -1.1. - Calendrier prévisionnel d'exécution*

Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux en annexe 1 Bis

### *4 - 1.2. - Calendrier général détaillé d'exécution*

a. Le calendrier général détaillé d'exécution sera élaboré par le Maître d'Oeuvre suivant la méthode dite du chemin critique après consultation des entrepreneurs dans le cadre du calendrier prévisionnel figurant au 4-1.1.

Il met en évidence:

- les tâches à accomplir pour exécuter l'ensemble des ouvrages et l'enchaînement de ces tâches;
- pour chacune des tâches, les durées et les dates au plus tôt et au plus tard le début, de fin ainsi que les marges disponibles pour leur exécution;
- les tâches qui conditionnent le délai global d'exécution (chemin critique)
- le calendrier général détaillé d'exécution est visé par le maître d'oeuvre puis notifié aux entrepreneurs.

L'absence de visa ne saurait faire obstacle à l'exécution des travaux.

b. Au cours du chantier et avec l'accord des entrepreneurs, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'ensemble fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

c. Le calendrier initial visé en *a*, éventuellement modifié comme il est indiqué en *b*, est notifié par ordre de service aux entrepreneurs

# ANNEXE 1Bis

Calendrier Prévisionnel des Travaux

## ANNEXE 1 BIS CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX

DOSSIER N° 204  
MAITRE D'OUVRAGE: SA SOLIHA BLI  
CHANTIER: 19, Rue de la Somme - 17430 Tonnay Charente

| N° semaine<br>à compter de<br>l'ouverture du<br>chantier | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 |
|--|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| Installation chantier                                    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Démolitions  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Evacuations  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Enduit   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Traitement   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Menuiseries intér.                                       |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Fermetures   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Menuiseries  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Portes, plinthes, etc.                                   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Finitions  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Isolation  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Plafonds   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Doublage   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Cloisons   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Cablage  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Chauffage  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Appareillage   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Plomberie  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Sanitaire  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Peintures  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Revêt. sols  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Ragréage   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Carrelage - Faïence                                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |

Le Démarrage prévisionnel des travaux est prévu le 1 Décembre 2017